



ACTION DÉVELOPPEMENT PARRAINAGES MONDIAUX

L'info

JOURNAL DE L'ASBL ADPM, ISSU DE L'ASSOCIATION AIDE AUX PERSONNES
DÉPLACÉS FONDÉE PAR DOMINIQUE PIRE, PRIX NOBEL DE LA PAIX

1 ER SEMESTRE 2024 - NUMÉRO 59

Périodique semestriel édité par l'ONG A.D.P.M., rue Jean d'Outremeuse 33/1, 4020 Liège - Bur. dépôt :
Liège X - P202139 - Numéro d'entreprise : 0476.057.786 - RPM : tribunal de commerce de Liège.



Crédit photo : Sylvain SCHOLLE



L'EDITO

Par Pierre DANZAIN,
Vice-président d'ADPM (ACTION
DEVELOPPEMENT- PARRAINAGES
MONDIAUX)

Ecrire un éditorial, c'est se replonger dans la réalité des réfugiés et des déplacés, c'est faire le point sur notre action et la situer au cœur de l'actualité.

On recense dans le monde en 2022 62,5 millions de personnes déplacées, 35,3 millions de réfugiés (dont 41% de moins de 18 ans) dont une petite partie, 5,4 millions, demandent l'asile.

L'action de notre association semble bien dérisoire au regard des besoins que ces chiffres peuvent laisser imaginer !

Et pourtant, comme les petits ruisseaux font les grandes rivières, elles-mêmes formant les grands fleuves qui nourrissent les mers et les océans, l'action de chacun de nous contribue à cet élan de solidarité internationale dont les bénéficiaires ne cessent de nous dire combien elle a changé leur vie.

Grâce à vous, donateurs, bénévoles, ADPM agit.

Nous avons choisi d'aider tout particulièrement les réfugiés et les déplacés qui n'entrevoient pas de retour avant longtemps. Nous les aidons à se construire en leur donnant accès à la scolarité, aucun projet de vie ne peut être envisagé sans cette base. Nous les aidons aussi à se former à un métier en vue de trouver une place dans la société qui les accueille en attendant le retour au pays. Il s'agit là de fondamentaux.

Apprendre à lire, écrire, calculer n'est pas un luxe mais un droit. Les parrainages individuels visent à aider des enfants dont les familles, en difficultés financières, ne peuvent répondre aux frais de scolarité de l'école primaire et secondaire.

Former à un métier permet aux jeunes de s'épanouir, de trouver une place au sein de la société. Les formations choisies répondent à des besoins sur le marché de l'emploi. Faire du pain (Rwanda) répond à un besoin de base de l'alimentation, faire de la pâtisserie c'est aussi offrir du plaisir. Aujourd'hui, on ne peut plus se passer d'électricité. Former à l'installation de systèmes photovoltaïques (Liban) participe à compenser les pénuries chroniques et à rendre la vie plus agréable.

ADPM, avec l'aide de ses partenaires, aide donc quelques centaines de jeunes réfugiés et déplacés à se projeter vers l'avenir tout en se sentant utile au sein de leur communauté. Nous ne demandons qu'à grandir afin que nos protégés soient plus nombreux à bénéficier d'un tel accompagnement.

N'hésitez pas à en parler autour de vous. Tout engagement en parrainage individuel ou projet est porteur d'espoir pour un jeune. A défaut d'engagement sur le long terme, un don est toujours le bienvenu.

Pierre DANZAIN.



JUIN 2024

ATTENTION

ATTESTATION FISCALE

Un changement législatif important affecte la gestion des attestations fiscales pour les dons à notre association. Depuis le 1er janvier 2024, le SPF Finances exige la communication du numéro de registre national des donateurs pour émettre les attestations fiscales. Cette mesure vise à garantir la déductibilité fiscale des dons d'un montant minimum de 40 €.

Les donateurs sont invités à transmettre leur numéro de registre national par e-mail ou par courrier pour continuer à bénéficier des avantages fiscaux. Nous assurons la confidentialité des données et leur utilisation exclusive à des fins administratives liées aux dons et parrainages.

L'équipe d'ADPM



BURUNDI - LIBAN - RWANDA

LES NEWS DES PARTENAIRES



LA NISCVT

Écrit par Hind MARAQA,
 Coordinatrice pédagogique de la National
 Institution of Social Care & Vocational Training
 (NISCVT) au Liban

“ Réponse et soutien de la NISCVT aux réfugiés palestiniens au Liban

Au milieu de la crise socio-économique du Liban et des défis permanents auxquels sont confrontés les réfugiés palestiniens, le National Institute for Social Care and Vocational Training (NISCVT) est apparu comme un phare d'espoir. Grâce à sa solide expérience et à son engagement en faveur des causes humanitaires, le NISCVT répond aux besoins urgents des réfugiés palestiniens au Liban et des Palestiniens déplacés de Syrie (PRS), ainsi qu'à ceux d'autres personnes défavorisées vivant dans des camps de réfugiés.

Les services de NISCVT, qui sont principalement assurés par des centres communautaires établis dans les camps de réfugiés palestiniens à travers le Liban, sont étroitement liés aux objectifs de développement durable (ODD). En mettant l'accent sur des domaines tels que la qualité de l'éducation, la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, la croissance économique et l'énergie propre et abordable, NISCVT mène des initiatives visant à autonomiser les jeunes et à les doter des compétences nécessaires pour un avenir meilleur.

L'analyse du contexte dresse un tableau sombre des défis auxquels sont confrontés les réfugiés palestiniens au Liban. La crise socio-économique, aggravée par la pandémie de COVID-19, a exacerbé la marginalisation et l'incertitude déjà présentes au sein de la communauté palestinienne. Malgré des décennies de déplacement, les réfugiés palestiniens continuent de se voir refuser les droits humains fondamentaux, le Liban leur refusant les droits civils, économiques et sociaux sous prétexte de protéger leur droit au retour.

Dans ce contexte, l'analyse humanitaire de NISCVT met en évidence l'urgence d'une intervention. Bien que le Liban reconnaisse les Palestiniens comme des réfugiés bénéficiant de l'assistance de l'UNRWA et d'autres organisations humanitaires, des contraintes systémiques persistent. Les lois et règlements libanais privent les réfugiés palestiniens d'opportunités d'emploi, de sécurité sociale et d'adhésion à des syndicats. Ces pratiques discriminatoires aggravent davantage le chômage, puisque près de 90 % des Palestiniens au Liban sont sans emploi, ce qui les plonge dans une extrême pauvreté.

ACTION DÉVELOPPEMENT PARRAINAGES MONDIAUX

En réponse à ces défis, le NISCVT a lancé un projet de formation professionnelle destiné aux jeunes réfugiés palestiniens et syriens des camps de Borj Alshemali et de Nahr Albared.

L'objectif du projet est de doter les participants de compétences en matière de construction d'énergie solaire, afin de leur offrir de meilleures perspectives d'emploi et de favoriser leur intégration sociale. Grâce à un cours complet de six mois sur l'énergie solaire, à des cours de physique et d'électricité et à une formation à l'entrepreneuriat, les participants sont en mesure de s'orienter sur le marché du travail et de contribuer de manière significative à la société.

Il est important de comprendre que le projet s'attaque aux injustices systémiques en proposant une formation professionnelle dans des secteurs où les Palestiniens n'ont traditionnellement pas accès à l'emploi. Les lois libanaises interdisent aux Palestiniens d'exercer 37 professions telles que juriste, médecin, pharmacien ou ingénieur, ce qui perpétue l'inégalité et les prive de toute possibilité d'avancement économique. En proposant une formation professionnelle dans le domaine de l'énergie solaire, un secteur où la demande et le potentiel d'emploi sont croissants, NISCVT permet aux jeunes Palestiniens de surmonter ces obstacles et d'accéder à des opportunités de travail dignes.

En outre, la volonté du projet de mettre l'accent sur l'énergie solaire est stratégique et opportune. Alors que le Liban est confronté à des pénuries chroniques d'électricité, en particulier dans les camps de réfugiés où l'électricité n'est disponible que trois heures par jour, l'énergie solaire apparaît comme une alternative viable et durable. En dotant les jeunes des compétences nécessaires pour exploiter l'énergie solaire, le projet ne se contente pas de répondre aux besoins énergétiques immédiats, il contribue également à la durabilité et à la résilience de l'environnement.

En conclusion, le projet de formation professionnelle de la NISCVT représente une étape cruciale vers une plus grande autonomie des réfugiés palestiniens au Liban. En s'attaquant aux injustices du système, en proposant des formations dans des secteurs à forte demande et en promouvant des solutions durables, NISCVT ouvre la voie à un avenir meilleur et plus inclusif. Ensemble, nous pouvons créer un changement positif et construire une société où tous les individus, quelle que soit leur origine, ont la possibilité de s'épanouir.

Hind MARAQA





LE CLADHO

Écrit par Nadine IGABIRE,
Chargée de mission à Kigali pour ADPM au
sein du Collectif et Ligues de Défense des
Droits de l'Homme au Rwanda (CLADHO)



Avancement du système éducatif au Rwanda trois décennies après le génocide des Tutsis

Au même titre que d'autres secteurs du développement national, le domaine de l'éducation a été fortement touché par les retombées du génocide perpétré contre les Tutsis en 1994.

Néanmoins, à mesure que le pays s'est progressivement reconstruit dans tous les secteurs, celui de l'éducation s'est également rebâti, et nous constatons aujourd'hui des résultats positifs, alors que le pays commémore les trente ans de l'hécatombe de 1994.

Du niveau de l'enseignement maternel à celui de l'enseignement supérieur, les changements sont significatifs tant sur le plan quantitatif que qualitatif, bien que des défis subsistent dans ce dernier aspect.

En ce qui concerne le droit à l'éducation, il est aujourd'hui établi que chaque enfant a droit à la scolarisation, alors qu'avant le génocide des Tutsis, ce droit était réservé aux seuls privilégiés en raison de leur appartenance ethnique, de leur origine régionale ou de leur catégorie socio-économique. Cette discrimination, désormais bannie du système éducatif, a permis aux fils et filles du pays d'accéder à l'éducation à tous les niveaux.

Un aspect important du développement du système éducatif rwandais après 1994.

[...] Le système éducatif rwandais, autrefois marqué par des discriminations ethniques, régionales et socio-économiques, a été profondément transformé après 1994 sous le gouvernement de l'Unité Nationale. Sa priorité première était d'assurer un accès éducatif équitable pour tous les citoyens, sans distinction.

Simultanément, l'instauration d'un enseignement de base sur des cycles de 9 à 12 ans a considérablement accru la fréquentation des écoles primaires et secondaires. Avec le soutien de la communauté, notamment à travers les travaux communautaires UMUGANDA, et l'aide d'autres partenaires, le gouvernement a pu augmenter le nombre de salles de classe à 76 000, contre 54 215 en 2017.

Ces mesures ont réduit de manière significative la taille des classes et raccourci les distances à parcourir par certains élèves pour se rendre à l'école, contribuant ainsi à une baisse du taux d'abandon scolaire. Ce phénomène a eu un impact positif et significatif sur le nombre d'intellectuels rwandais, entraînant ainsi un développement socio-économique.

ACTION DÉVELOPPEMENT PARRAINAGES MONDIAUX

De nouveaux programmes ont été mis en place dans le système éducatif rwandais.

L'enseignement préscolaire a été intensifié, et une attention particulière a été portée à l'éducation des filles pour améliorer leur accès à l'éducation après le génocide. Les jeunes filles, souvent reléguées en marge en raison de normes culturelles restrictives, ont désormais des chances accrues d'accéder à l'apprentissage.

D'autres initiatives comprennent l'intégration de la technologie dans les salles de classe, comme le programme "Un ordinateur portable par enfant" au niveau de l'école primaire.

Le Programme de l'Alimentation Scolaire a également été mis en place pour lutter contre l'absentéisme et l'abandon scolaire, offrant un soulagement aux familles pauvres dont les enfants abandonnaient l'école en raison de la faim.

L'éducation inclusive a joué un rôle essentiel en assurant que tous les enfants, quelle que soit leur condition physique ou mentale, aient accès à l'éducation, éliminant ainsi les barrières qui existaient auparavant.

La valeur de l'enseignant a été relevée

Le gouvernement du Rwanda s'est engagé à rehausser la reconnaissance des enseignants dans le but d'améliorer la qualité de l'éducation. À cette fin, les salaires des enseignants ont été augmentés de 50 à 88 %.

De plus, il a intensifié les sessions de formation pour les enseignants et élargi l'accès à des diplômes avancés.

[...] En outre, le gouvernement encourage les élèves qui choisissent l'enseignement secondaire en prenant en charge la moitié de leurs frais de scolarité.

Malgré les avancées significatives dans le domaine de l'éducation au cours des trois dernières décennies, il reste encore un long chemin à parcourir, surtout compte tenu de l'aspiration du Rwanda à placer l'éducation au cœur du "développement axé sur les connaissances".

[...]Puisque toute éducation repose sur la culture comme pierre angulaire, il est essentiel que les valeurs de la culture rwandaise soient intégrées dans les écoles pour que l'évolution du système éducatif rwandais soit véritablement efficace.

Nadine INCABIRE





SIEGE SOCIAL

Rue Jean d'Outremeuse, 93 1
4020 LIEGE
Tél.: 04 349 03 34
E-mail : info@adpm.be
Site: <http://www.adpm.be>

NUMÉRO DE COMPTE

C.C.P.:000-1819284-49
IBAN : BE97 0001 8192 8449
BIC: BPOTBEL1
Exonération fiscale pour tous les dons égaux ou supérieurs à 40 Euros versés en une ou plusieurs fois sur notre compte en Belgique.